

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2014-2015
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 140-1.- Commissieamendementen, nr. 140-2.- Verslag, nr. 140-3.
Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 8 juli 2015.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29349]

8 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, tel que modifié par le décret du 17 juillet 2013, notamment l'article 33 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2015 ;

Vu l'avis 57.497/4 du Conseil d'État, donné le 3 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis du Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel, donné le 26 juin 2014 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion, remplacée par l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a le cinéma dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 2015.

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,

Joëlle MILQUET

Annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion: Liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de court métrage et pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

Annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion: Liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de court métrage et pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

La sélection en compétition officielle de l'œuvre audiovisuelle de court métrage et/ou de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants donne accès à l'aide à la promotion

Aix-en-Provence	(décembre)	Festival Tous Courts
Amiens	(novembre)	Festival International du Film
Angers	(janvier)	Festival Premiers Plans
Aspen	(avril)	Aspen Shortsfest
Barcelone	(avril)	Festival International du Court métrage
Berlin	(novembre)	Interfilm
Bilbao	(novembre)	Sinebi – Festival International de Cine Documental y Cortometraje
Brest	(novembre)	Festival européen du Film Court
Bucarest	(avril)	Festival International Next
Copenhague	(novembre)	CPH-Dox
Florence	(Novembre)	Festival dei Popoli

Gérardmer	(janvier)	Festival International du Film Fantastique
Hambourg	(juin)	Internationales Kurz Film Festival
Jihlava	(octobre)	Festival International du Film Documentaire
Kiev	(octobre)	MOLODIST
Lisbonne	(octobre)	DocLisboa
Locarno	(août)	Festival International
Los Angeles	(novembre)	AFI International Film Festival
Marseille	(juillet)	Festival international du Documentaire
Montréal	(mars)	Festival International du Film sur l'Art
Montréal	(octobre)	Festival International du Nouveau Cinéma et des nouveaux médias
Montréal	(novembre)	RIDM
Paris	(mars)	Cinéma du Réel
Prague	(janvier)	Short Film Festival
Puchon	(juillet)	International Fantastic Film Festival
Rio de Janeiro	(novembre)	Curta cinema – Int Short Film Festival
Rome	(octobre)	Rome film Festival
Rotterdam	(janvier)	Festival International du Film
Saguenay	(mars)	Regard sur le court métrage
Saint Petersburg	(septembre)	Message to Man International Film Festival
Sheffield	(juin)	Festival International du Film Documentaire
Sitges	(octobre)	Festival International du Film Fantastique
Stuttgart	(avril)	Internationales Trickfilms Festival
Sundance	(janvier)	Festival du Film
Tampere	(mars)	Festival du Court Métrage
Tribeca	(avril/mai)	Film Festival
Uppsala	(octobre)	Festival International du Court métrage
Varsovie	(octobre)	Warsaw Film Festival
Vila do Conde	(juillet)	Festival International du Court métrage
Winterthur	(novembre)	Internationale Kurzfilmtage

La sélection de l'œuvre audiovisuelle de court métrage et/ou de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants, à l'exception des programmations spéciales exclusivement consacrées au cinéma belge, des rétrospectives des focus ou des projections de marché, donne accès à l'aide à la promotion :

Amsterdam	(novembre)	Festival International du Film Documentaire
Annecy	(juin)	Festival International du film d'Animation
Berlin	(février)	Internationale Filmfestspiele
Biarritz	(janvier)	Festival Internationale des Programmes Audiovisuels
Cannes	(mai)	Festival Internationale du Film
Clermont-Ferrand	(février)	Festival du Court métrage
Leipzig	(octobre)	Festival International du documentaire et de l'animation
New-York	(mars)	New York International Children's Film Festival
Nyon	(avril)	Vision du Réel
Ouagadougou	(février/mars)	FESPACO
Sao Paulo	(août)	Festival International du Court-Métrage
Toronto	(avril/mai)	Festival International du Documentaire Hot Docs
Venise	(septembre)	Mostra Internazionale de Cinema

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
J. MILQUET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29349]

8 JULI 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2013, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 april 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 april 2015;

Gelet op het advies 57.497/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het Overlegcomité van de filmsector en de audiovisuele sector, gegeven op 26 juni 2014;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor promotie, vervangen bij de bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 september 2013, wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de filmsector, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 2015.

De Minister-President,

Rudy DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,

Joëlle MILQUET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31453]

4 JUIN 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant aux communes un subside de 6.375.000,00 EUR visant à financer partiellement la revalorisation barémique des agents du niveau C des communes; des CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le Conseil d'Administration est constitué de CPAS, des hôpitaux publics dont les communes prennent le déficit en charge et du Mont-de-Piété

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 15 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2015, notamment le crédit disponible inscrit à l'allocation de base 10.004.27.07.43.21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant le protocole relatif à l'accord sectoriel 2007/2008 conclu au sein du comité C de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'accord sectoriel 2007/2008 prévoit l'octroi d'une revalorisation salariale de 3 % des barèmes aux membres du personnel du niveau C des pouvoirs locaux (communes, Mont-de-Piété, CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le Conseil d'Administration est constitué de CPAS et hôpitaux publics) à partir du 1^{er} janvier 2009;

Considérant que cette revalorisation salariale est de nature à motiver le personnel du niveau C des pouvoirs locaux pour mener à bien les tâches d'intérêt communal;

Considérant que les dépenses de personnel sont une charge importante et récurrente;

Considérant que la situation financière des pouvoirs locaux concernés constitue souvent une entrave à l'octroi de cette revalorisation;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31453]

4 JUNI 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 6.375.000,00 EUR aan de gemeenten tot financiering van de loonsverhoging van de personeelsleden van niveau C van de gemeenten, de OCMW's, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet d.d. 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat, de openbare ziekenhuizen waarvan de gemeenten het tekort ten laste nemen en de Berg van Barmhartigheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 15 december 2014 houdende de algemene begroting der uitgaven van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2015, inzonderheid op het beschikbaar krediet ingeschreven op de basisallocatie 10.004.27.07.43.21;

Gelet op de advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Overwegende het protocol betreffende het sectoraal akkoord 2007/2008 afgesloten in het comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 2007/2008 voorziet in een loonsverhoging van 3 % van de weddeschalen voor de personeelsleden van niveau C van de plaatselijke besturen (gemeenten, Berg van Barmhartigheid, OCMW's, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet d.d. 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat, en openbare ziekenhuizen) met ingang op 1 januari 2009;

Overwegende dat deze opwaardering van de wedden zodanig is dat om zijn personeel van niveau C van de plaatselijke besturen motiveert om zijn taken van gemeentelijk nut te volbrengen;

Overwegende dat de personeelsuitgaven een aanzienlijke en terugkerende last vormen;

Overwegende dat de financiële toestand van de betrokken plaatselijke besturen de toekenning van deze verhoging vaak in de weg staat;